



Préambule

Il y a un peu plus d'un an, une majorité de Françaises et de Français élitait François Hollande affirmant ainsi leur besoin de rupture avec la politique économique et sociale antérieure. Force est de constater aujourd'hui que le concept " le changement c'est maintenant " distillé tout au long de la campagne présidentielle n'aura été qu'un slogan.

La crise économique et la crise politique s'aggravent, la récession s'installe et le chômage explose. Cela génère crise des valeurs, contestation des principes républicains de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité, et une ambiance délétère. L'extrême-droite profite largement de ce climat qui libère une parole nauséabonde.

Avec plus de 26 millions de personnes sans emploi, le taux de chômage dans la zone euro a atteint 10,8% en janvier 2013, son plus haut niveau depuis dix ans (Eurostat mars 2013).

La France ne déroge pas à cette situation et compte dorénavant 5,5 millions de privés

d'emploi, soit près de 1,8 millions de plus qu'à l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée.

Il est vrai que loin des politiques annoncées, le gouvernement Hollande / Ayrault, accompagnant les orientations européennes, a donné la priorité à la rigueur et à la réduction des dépenses publiques au même titre que l'ensemble des gouvernements depuis trente ans. Ainsi, il a imposé le " traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance " (TSCG) qui contraint les États à des règles strictes d'équilibre budgétaire ouvrant la voie à l'austérité et à la casse sociale.

Prolongeant les politiques de son prédécesseur, il a institué un " pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi ", dispositif peu éloigné de la TVA sociale proposée par Sarkozy, pacte fondé sur la baisse du pseudo " coût du travail " et de nouveaux cadeaux au patronat (20 milliards de crédit impôt).

Poussant à la transposition dans la loi, sans modification, de l'Accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013 signé par trois organisations syndicales seulement, il organise la

flexibilité des salarié/es, détricotant encore davantage le code du travail en généralisant les contrats de projets et les CDI, en contournant les procédures de licenciement...

Cherchant à adapter " l'organisation institutionnelle " de notre pays à la compétition européenne et mondiale, il lance l'acte III de la décentralisation qui, accompagné de la modernisation de l'action publique (MAP), a pour objectif principal " le moins d'État ", la réduction des dépenses et le transfert des charges vers les collectivités territoriales.

Il poursuit, de la maternelle à l'enseignement supérieur et à la recherche, la territorialisation de l'école et des universités, de la recherche, etc.

Toutes ces mesures favorables aux employeurs font peser l'essentiel des restrictions sur les salarié/es et les retraité/es et comportent toujours les mêmes dangers en matière d'emploi, de salaires, de protection sociale, d'accès au service public.

Pire encore, elles aggravent la dégradation sociale en portant un coup d'arrêt à l'activité économique. Ainsi en Europe, cette politique d'austérité - que le FMI " fait mine de vouloir " remettre en cause aujourd'hui ! - se traduit par une baisse de la demande intérieure, le recul du revenu moyen par habitant (-1,6 % en France, - 20 % en Irlande ou en Grèce).

Le climat ainsi créé suscite une colère légitime, couplée à un sentiment d'abandon, de trahison et alimente une radicalisation des actions, mais aussi, plus inquiétant, un sentiment de fatalité, de désespérance qui profitent aux forces réactionnaires et anti-démocratiques. Et ce d'autant que le gouvernement et l'assemblée nationale ont rejete

té la proposition de loi d'amnistie en faveur des syndicalistes adoptée au Sénat.

Ainsi le gouvernement actuel, tout dévoué à la cause du patronat, poursuit la politique de criminalisation des salarié/es et des syndicalistes.

Or, ce n'est pas de cette politique dont les salarié/es ont besoin. Le gouvernement se doit au contraire d'opter pour d'autres priorités, d'impulser une politique, y compris au niveau européen, tournée vers une croissance fondée sur le plein emploi, la satisfaction des besoins sociaux et le respect de l'environnement.

Pour autant, pour notre organisation, face à la montée en puissance du " fait régional " il y a nécessité de conserver une cohérence nationale, de lutter contre le morcellement des politiques publiques et contre celui des entreprises, en veillant à l'équilibre, à la coopération et à la solidarité et non à la mise en concurrence des territoires. C'est un enjeu majeur qui ambitionne à la fois de faire face à la complexité de territoires très inégaux et d'attentes diversifiées.

De même, il y a nécessité à redonner sa dimension émancipatrice au travail, loin de la recherche de la rentabilité maximum, de la pression sur les coûts, des nouvelles formes de management qui se répandent tant dans le privé que dans le public et qui produisent des effets néfastes sur la santé des salarié/es.

Enfin, si la crise sert de révélateur et génère des relations économiques, sociales et environnementales déstructurantes, *a contrario* notre organisation propose d'axer son activité sur le " mieux-vivre " et le progrès social.

Ces trois derniers aspects fondent notre document d'orientation. Faisons en sorte qu'ils fassent sens, pour nous, bien évidemment, mais aussi pour les salarié/es de nos secteurs.

Car si nous disons souvent " *la crise, c'est eux, la solution, c'est nous, les salarié/es en sont-ils convaincus ? Pour la crise, pas de doute. Pour les solutions, à nous de nous retrousser les manches.* "



**3 secrétaires généraux :
Joël HEDDE, Hervé BASIRE, Richard BERAUD**